

Section I: Identification and JP Status

Programme conjoint "Enfance, nutrition et sécurité alimentaire" au Niger

Semester: 2-11

Country	Niger
Thematic Window	Enfance, sécurité alimentaire et nutrition
MDGF Atlas Project	
Program title	Programme conjoint "Enfance, nutrition et sécurité alimentaire" au Niger
Report Number	
Reporting Period	2-11
Programme Duration	
Official Starting Date	
Participating UN Organizations	<ul style="list-style-type: none"> * FAO * FNUAP * UNICEF * PAM * OMS
Implementing Partners	<ul style="list-style-type: none"> * Ministère de la Santé Publique (Localement, CSI et Cases de Santé) * Ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire * Ministère de l'éducation nationale (localement : Inspection Enseignement de Base/IEB, Directions Régionales/DREN) * Ministère du développement agricole * OCB: COGES * ONG: GAGE, Aide et Action, CRAC-GRN

Budget Summary

Total Approved Budget

FAO	366 000,00 \$
OMS	88 000,00 \$
PAM	920 000,00 \$
FNUAP	192 000,00 \$
UNICEF	2 434 000,00 \$
Total	4 000 000,00 \$

Total Amount of Transferred To Date

FAO	366 000,00 \$
OMS	88 000,00 \$
PAM	920 000,00 \$
FNUAP	192 000,00 \$
UNICEF	1 761 565,00 \$
Total	3 327 565,00 \$

Total Budget Committed To Date

FAO	233 639,00 \$
OMS	58 850,00 \$
PAM	848 323,00 \$
FNUAP	94 483,00 \$
UNICEF	658 019,66 \$
Total	1 893 314,66 \$

Total Budget Disbursed To Date

FAO	233 639,00 \$
OMS	58 850,00 \$
PAM	569 323,00 \$
FNUAP	94 483,00 \$
UNICEF	658 019,66 \$

Total **1 614 314,66 \$**

Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would require you to advise us if there has been any complementary financing provided in 2010 for each programme as per following example:

Amount in thousands of US\$

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
Parallel		0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Cost Share		0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Counterpart		0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through UN agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

Beneficiaries

Beneficiary type	Targetted	Reached	Category of beneficiary	Type of service or goods delivered
Femmes enceintes et allaitantes	49,000	42,140	Breast Feeding Women	Fortification of Foods With Micronutrients/Supplementation Programmes
Enfants de 0 à 5 ans	151,340	70,621	Children from 2 to 6 Years/Female	Therapeutic Feeding Programmes
Ecoles à Cantines, JPS et magasins	77	77	Schools	Homestead Food Production and Diversification
Ménages vulnérables	8,000	8,000	Families	Interventions Targeting Population Living With HIV

Beneficiary type	Targetted	Reached	Category of beneficiary	Type of service or goods delivered
Femmes enceintes et allaitantes	49,000	42,140	Breast Feeding Women	Fortification of Foods With Micronutrients/ Supplementation Programmes
Enfants de 0 à 5 ans	151,340	70,621	Children from 2 to 6 Years/Female	Therapeutic Feeding Programmes
Ecoles à Cantines, JPS et magasins	77	77	Schools	Homestead Food Production and Diversification
Ménages vulnérables	8,000	8,000	Families	Interventions Targeting Population Living With HIV

Section II: JP Progress

1 Récit des progrès accomplis, des obstacles et des mesures d'urgence

Veillez fournir une brève évaluation globale (1000 mots) sur l'ampleur de la progression des éléments du programme conjoint par rapport aux résultats et répercussions attendus, ainsi que toute mesure prise pour la viabilité du programme conjoint durant la période de référence. Donnez des exemples si nécessaire. Essayez de décrire les faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

Plases describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)

Les trois composantes d'activités du MDGF se sont poursuivies avec notamment les activités de prise en charge de la malnutrition, le renforcement des capacités ; les campagnes de déparasitage, de supplémentation en vitamine A, de sécurisation alimentaire et de promotion de la santé de la reproduction.

Progrès au niveau des effets

Le taux d'utilisation PF est passé de 09, 10 à 14,76% du premier trimestre 2010 au premier trimestre 2011. Quant au taux d'acceptation, il est passé de 03,31% à 05,66% pour la même période ;

Pour les personnes reçues en counseling, le nombre est passé de 1 992 au premier trimestre 2010 à 4 142 à la même période de 2011 ;

Pour la CPN, la couverture en CPN1 est passée de 79,36% à 92,28% pour les premiers trimestres 2010 et 2011 ;

Le taux d'accouchement n'a pas connu une évolution sensible, pour les périodes des premiers trimestres 2010 et 2011, il est respectivement de 14,40% et 14,85%.

Progrès au niveau des résultats

•Du point de vue des résultats à court terme, on peut noter que les capacités de production des ménages vulnérables appuyés ont augmenté grâce à l'appui en semences maraîchères de qualité, à l'aménagement de jardins communautaires et aux formations techniques dispensées par le partenaire Aide et action et les services décentralisés du Ministère de l'Agriculture. Les résultats de la campagne de contre saison 2010-2011 sont satisfaisants car les rendements obtenus ont permis aux ménages de disposer d'une bonne réserve alimentaire pendant la soudure et de diversifier leur alimentation durant cette même période.

•Des formations pour renforcer les capacités des prestataires de santé et les agents communautaires dans le domaine de la Planification familiale : deux sessions de formation de 80 nouveaux et le recyclage de 95 anciens agents DBC du 06 au 10 Juillet 2011 ; 18 agents de santé ont été formés en technologie contraceptive du 22 Juillet au 05 Août 2011.

•La création de la demande des services de Planification familiale a été renforcée à travers (i) les contrats avec les cinq radios communautaires ayant permis de toucher environ 234 654 habitants soit 22,84% de la population totale de Mirriah. En prenant en compte les autres aires de santé pouvant capter ces radios, la population de couverture peut atteindre 412 405 habitants soit 40,13% de la population totale de Mirriah et (ii) les sorties de sensibilisation des comités de soutien à la SR ayant concerné trois aires de santé des CSI à savoir Dogo, Korama, Droum dans deux communes rurales (Dogo et Droum) en douze jours avec 2 376 personnes touchées dont 1 349 femmes, 813 hommes et 107 enfants. Les indicateurs ont ainsi évolué : le taux d'utilisation PF est passé de 09, 10 à 14,76% du premier trimestre 2010 au premier trimestre 2011. Quant au taux d'acceptation, il est passé de 03,31% à 05,66% pour la même période ; Pour les personnes reçues en counseling, le nombre est passé de 1 992 au premier trimestre 2010 à 4 142 à la même période de 2011 ; Pour la CPN, la couverture en CPN1 est passée de 79,36% à 92,28% pour les premiers trimestres 2010 et 2011 ; Le taux d'accouchement n'a pas connu une évolution sensible, pour les périodes des premiers trimestres 2010 et 2011, il est respectivement de 14,40% et 14,85%.

Prendre des mesures pour le Durabilité de programme conjoint

La participation de la communauté est au centre de la mise en œuvre des activités. L'adhésion et l'appropriation de la communauté garantit l'entretien et la pérennité des actions à entreprendre. A ce stade d'avancement, les mesures prises pour assurer la durabilité du projet consistent à responsabiliser les comités de gestion (COGES) et les services techniques départementaux et communaux pour assurer le suivi des interventions et l'encadrement des bénéficiaires tant au niveau des sites communautaires qu'au niveau des JPS. Des formations sont aussi prévues en Février 2012 et seront dispensées par les ONG partenaires en vue de renforcer d'avantage les capacités des bénéficiaires surtout au niveau des jardins potagers scolaires qui sont utilisés comme porte d'entrée pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants. De plus, l'appropriation par les ONG partenaires de mise en œuvre et la création de synergies avec tous les services techniques concernés et les collectivités favorisent une meilleure pérennisation des activités.

Faites-vous face à des difficultés dans la mise en œuvre

Coordination des agences des NU
Coordination avec le gouvernement

quelles sont les causes des difficultés rencontrées?

Autre difficulté. Veuillez préciser

L'unité de coordination n'est pas encore mise en place

Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles

L'unité de coordination n'est pas encore installée et conduit à un faible taux d'utilisation des ressources et une faible intégration des interventions des agences.

Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles

Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés décrites ci-dessus (b+C). Essayez le plus possible d'être précis dans vos réponses

Deux (2) principales mesures ont été prises :

- La finalisation du processus de recrutement du coordonnateur du programme;
- L'institutionnalisation depuis le début de l'année 2011 de missions conjointes des différentes agences dans les sites d'intervention de la zone cible.

2 Coordination Inter-Agence et Unité dans l'Action

Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne du PNUAD? Veuillez cocher la bonne réponse

Oui true
No false

Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?

Oui
Non

Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une(des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):

Veuillez indiquer les valeurs de chaque catégorie du tableau d'indicateurs ci-dessous

Indicateurs	Référence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte
Nombre d'activités de gestion (financière, achats, etc.) menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	0	0		
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-ODM	0	0		
Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	6	4		

3 Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra

Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

Pas engagés false
 Quelque peu engagés false
 Assez engagés false
 Pleinement engagés true

Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés?

Politique/prise de décisions
 Gestion: budget
 Gestion: Achats
 Gestion: Fourniture de services

Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?

Le comité de gestion du programme est présidé par l'Unicef. Il se réunit au moins une fois par mois et de façon ad'hoc.

Nombre de réunions

7

La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

Pas engagés false
Quelque peu engagés false
Assez engagés false
Pleinement engagés true

In what kind of decisions and activities is the civil society involved?

Politique/prise de décisions
Gestion: Fourniture de services

Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

Pas engagés false
Quelque peu engagés false
Assez engagés false
Pleinement engagés true

Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés?

Politique/prise de décisions

Où est logée l'Unité de gestion du Programme?

Autre, spécifiez

Elle devra être installée au Gouvernorat de la Région de Zinder

Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples

Le programme conjoint promeut une approche participative et inclusive avec toutes les parties prenantes.

Ainsi, les ONG exécutent les programmes sur le terrain en partenariat avec les services techniques et les organisations communautaires de base. Ainsi, BEFEN, GAGE et Aide et Action sont des partenaires qui exécutent le programme. Les services étatiques assurent le suivi et le contrôle de la qualité et de la conformité des interventions notamment en ce qui concerne les infrastructures et la prise en charge de la malnutrition.

4 Communication et Plaidoyer

Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats?

Oui true
No false

Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)

Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations

Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement

Établissement et/ou lien avec les réseaux sociaux promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes

Moments clés/manifestations de mobilisation sociale qui soulignent ses questions

Promotion via les médias et plaidoyer

Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des ODM et autres objectifs connexes?

Organisations religieuses

Réseaux sociaux/coalitions

Groupes locaux de citoyens

Secteur Privé

Institutions académiques 2

Groupes de média/journalistes 5

Autres

Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?

Discussions de groupes focaux

Utilisation des moyens de communication locaux tels que la radio, les troupes de théâtre, les journaux, etc.

Section III: Millenium Development Goals

Millenium Development Goals

Target 1.C: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people who suffer from hunger

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
D'ici 2013, les populations vulnérables améliorent leur sécurité alimentaire, contribuent à la gestion durable de leurs ressources naturelles et diversifient les sources de revenus		Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	141.0

Target 1.C: Halve, between 1990 and 2015, the proportion of people who suffer from hunger

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
D'ici 2013, les populations vulnérables améliorent leur sécurité alimentaire, contribuent à la gestion durable de leurs ressources naturelles et diversifient les sources de revenus		Taux de couverture des besoins alimentaires des populations en insécurité alimentaire qui passera de 15,1% à moins de 10%	

Target 4.A: Reduce by two-thirds, between 1990 and 2015, the under-five mortality rate

JP Outcome	Beneficiaries	JP Indicator	Value
D'ici 2013, les populations vulnérables utilisent les services sociaux de base de qualité et participent à la maîtrise de la croissance démographique		Réduction du taux de mortalité maternelle, qui passera de 648 à 490 pour 100.000 naissances vivantes	

Additional Narrative Comments

Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level

Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat

Section IV: General Thematic Indicators

1 Approches intégrées mises en avant pour l'élimination de la faim et la malnutrition chez les enfants

1.1 1.1. Nombre d'individus souffrant de malnutrition et/ou d'insécurité alimentaire dans les domaines d'intervention

Enfants âgés de moins de 2 ans

Nbre total
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Nbre de garçons

Enfants âgés de 2 à 5 ans

Nbre total
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Nbre de garçons

Enfants âgés de plus de 5 ans

Nbre total
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Nbre de garçons

Femmes

Nbre total
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de femmes enceintes

1.2 Nombre d'individus pris en charge au titre du programme conjoint qui reçoivent un traitement contre la malnutrition et/ou des services d'appui à la sécurité alimentaire dans les zones d'intervention

Enfants âgés de moins de 2 ans

Nbre total 70621
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Nbre de garçons

Enfants âgés de 2 à 5 ans

Nbre total
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Nbre de garçons

Enfants âgés de plus de 5 ans

Nbre total
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Nbre de garçons

Femmes

Nbre total 49000
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de femmes enceintes

Hommes

Nbre total
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale

1.3 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans

Échelon national %
Zone ciblée % 47,5%

Proportion de la population dont l'apport énergétique alimentaire est inférieur au besoin énergétique alimentaire minimal

Échelon national %
Zone ciblée %

Prévalence de l'atrophie

Échelon national %
Zone ciblée % 51%

Prévalence de l'anémie

Échelon national %
Zone ciblée %

Remarques

1.4 Type d'interventions et/ou de stratégies mises à l'échelle grâce à l'appui du programme conjoint et nombre de citoyens bénéficiaires

Production alimentaire et diversification dans les petites exploitations

Nbre à l'échelon national
Nbre à l'échelon local
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Femmes enceintes
Nbre de garçons

Enrichissement des produits alimentaires

Nbre à l'échelon national
Nbre à l'échelon local
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Femmes enceintes

Nbre de garçons

Programmes de distribution de repas scolaires

Nbre à l'échelon national

Nbre à l'échelon local

Nbre en zone urbaine

Nbre en zone rurale

Nbre de filles

Femmes enceintes

Nbre de garçons

Communication relative à la modification du comportement

Nbre à l'échelon national

Nbre à l'échelon local

Nbre en zone urbaine

Nbre en zone rurale

Nbre de filles

Femmes enceintes

Nbre de garçons

Approches sexospécifiques

Nbre à l'échelon national

Nbre à l'échelon local

Nbre en zone urbaine

Nbre en zone rurale

Nbre de filles

Femmes enceintes

Nbre de garçons

Interventions ciblant les populations vivant avec le VIH

Nbre à l'échelon national

Nbre à l'échelon local

Nbre en zone urbaine

Nbre en zone rurale

Nbre de filles

Femmes enceintes

Nbre de garçons

Promotion de l'allaitement au sein exclusivement

Nbre à l'échelon national
Nbre à l'échelon local
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Femmes enceintes
Nbre de garçons

Programmes d'alimentation thérapeutique

Nbre à l'échelon national
Nbre à l'échelon local
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Femmes enceintes
Nbre de garçons

Vaccinations

Nbre à l'échelon national
Nbre à l'échelon local
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Femmes enceintes
Nbre de garçons

Autre (veuillez spécifier)

Nbre à l'échelon national
Nbre à l'échelon local
Nbre en zone urbaine
Nbre en zone rurale
Nbre de filles
Femmes enceintes
Nbre de garçons

2 Plaidoyer et intégration de l'accès à l'alimentation et à la nutrition de l'enfant dans les politiques pertinentes

2.1 Nombre de lois, de politiques et de plans liés à la sécurité alimentaire et la nutrition de l'enfant élaborés ou examinés au titre du programme

Politiques

Nbre à l'échelon national	2
Nbre à l'échelon local	2

Lois

Nbre à l'échelon national	1
Nbre à l'échelon local	

Plans

Nbre à l'échelon national	
Nbre à l'échelon local	

3 Estimation, suivi et évaluation

3.1 Nombre de systèmes d'informations appuyés par le programme conjoint fournissant des données ventilées relatives à la sécurité alimentaire et la nutrition

Nbre à l'échelon national	1
Nbre à l'échelon local	
Nbre total	1